

COMPRENDRE LES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES SOUTENIR LE DROIT DES FILLES À L'INSTRUCTION

Animatrice : M^e Cassandra Quin Butts est conseillère principale au Bureau du PDG de la Millennium Challenge Corporation

Transcription

[Initiative pour les jeunes leaders africains – Série de cours en ligne]

[Soutenir le droit des filles à l'instruction, avec M^e Cassandra Butts]

Bonjour. Je m'appelle Cassandra Butts. Notre leçon : « Soutenir le droit des filles à l'instruction »

Dans cette leçon, nous examinerons l'importance de l'égalité de l'accès à l'éducation pour les femmes et les filles. Nous parlerons des effets néfastes de la non-scolarisation des femmes et des filles et de ses conséquences à long terme pour les pays qui ne s'occupent pas d'elles. Et nous parlerons des moyens de rallier la communauté et de mettre en œuvre un programme pour instruire les femmes et les filles, à travers un exemple.

Je suis avocate, avec de l'expérience dans le développement international et la diplomatie. J'ai consacré plusieurs années à faire progresser l'égalité entre les sexes à travers le monde. Pour moi, il n'y a pas de question plus importante que celle de l'égalité entre les sexes dans l'éducation.

Tout d'abord, commençons par les faits.

Pourquoi instruire les femmes et les filles ? La société prospère quand les femmes et les filles sont instruites. Les femmes instruites sont en meilleure santé et gagnent mieux leur vie, ce qui peut faire sortir leur famille de la pauvreté. Et les avantages passent à leurs enfants, qui sont mieux instruits et bénéficient de meilleurs soins de santé. Les communautés et les pays tirent parti d'une population active plus instruite, et augmenter la participation des femmes à l'économie formelle, grâce à l'éducation, mène à une plus grande croissance économique.

Éduquer les femmes et les filles est non seulement essentiel pour rehausser la croissance économique et le développement, c'est aussi la chose juste à faire pour l'humanité. La Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant font toutes deux de l'éducation des filles un droit humain.

Ces dernières décennies, des progrès considérables ont été faits pour réaliser l'égalité des sexes dans l'éducation. L'inscription des filles dans les écoles s'est accrue à tous les niveaux. Par exemple, en Afrique subsaharienne, cette croissance a été la plus marquée au niveau du primaire. Mais il y a encore beaucoup à faire.

On estime qu'à travers le monde 62 millions de filles — dont la moitié sont des adolescentes — ne sont pas scolarisées. Et l'inégalité des sexes dans l'éducation demeure une réalité dans le monde, avec 78 % de filles qui abandonnent leurs études, contre 48 % des garçons.



Les États-Unis ont fait des investissements considérables pour donner la priorité à l'éducation des filles dans le monde entier. J'ai été témoin de ces investissements pendant ma collaboration avec la Millennium Challenge Corporation, ou MCC, une agence des États-Unis pour le développement international qui fait figure de pionnier à travers le monde.

Un projet réalisé au Burkina Faso en est un exemple. Face au nombre considérable d'enfants en âge d'aller à l'école primaire, mais non scolarisés, en Afrique de l'Ouest en général, et au Burkina Faso en particulier, la MCC a œuvré avec l'Agence des États-Unis pour le développement international pour investir dans un projet appelé Programme burkinabè pour améliorer les chances de succès des filles à l'école — BRIGHT, de son sigle anglais. Le but de BRIGHT était d'améliorer la qualité de l'éducation dans le primaire et aussi d'accroître l'accès des filles à l'école.

En étroite collaboration avec le gouvernement burkinabè, une analyse a été menée à l'échelle nationale pour savoir où les taux d'éducation des filles étaient les plus faibles. Le projet a construit 132 écoles primaires, avec des classes du CP à la sixième dans les provinces identifiées. Le projet a aussi construit 122 maternelles dans des communautés clés pour mieux préparer les élèves à l'entrée au primaire.

Un aspect crucial du projet a été de demander à la communauté de suggérer des moyens d'éliminer les obstacles à la scolarisation des enfants. Par conséquent, le projet incluait un effort clé de mobilisation sociale à l'appui de l'alphabétisation des adultes et des compétences techniques nécessaires pour permettre aux parents de soutenir l'éducation de leurs enfants.

Le projet a aussi misé sur d'autres mesures de soutien social pour encourager l'assiduité à l'école et veiller à ce que les élèves entrent à l'école prêts à apprendre et à retenir leurs leçons. Trop souvent, les filles burkinabè abandonnent leurs études pour se marier, travailler sur le lopin de terre familial, ou elles ne vont pas à l'école parce qu'il n'y a pas de toilettes privées ; les garçons décrochent pour travailler dans les mines d'or ; et chez les garçons et les filles, la faim et les maladies sont des causes d'absence.

Pour réduire ces obstacles, la MCC a financé l'achat de sacs de riz sec destinés à la consommation à domicile pendant l'année scolaire. Le projet a construit 264 latrines privées. Et creusé 10 puits et remis en état 7 de plus pour que les élèves aient accès à de l'eau potable. Ce partenariat entre des organisations internationales, le gouvernement national et des autorités locales, ainsi qu'avec des parents et des communautés, prouve que tout un chacun a un rôle à jouer pour créer un environnement sûr, sain et encourageant pour l'éducation des filles. Mais ce n'est pas la taille de ce projet qui fait son importance. C'est le fait qu'ensemble le gouvernement et les communautés font de l'éducation une priorité et qu'ils cernent et éliminent les barrières sociales qui empêchent les garçons et les filles d'aller à l'école.

Les résultats prouvent la valeur de leur engagement commun.

Le projet BRIGHT a augmenté les taux d'inscription, de présence et d'achèvement des études pour les filles, dans 10 des 45 provinces du pays. Sur 20 ans, les écoles du projet BRIGHT devraient desservir plus de 272 000 élèves, parents et leaders communautaires.

Le projet BRIGHT n'est qu'un exemple de ce qui peut être fait quand l'égalité des sexes dans l'éducation est une priorité.





Cet exemple montre que la solution du problème ne réside pas dans l'affectation de grosses sommes d'argent. La clé de la solution, c'est que chaque partie prenante et les organisations locales travaillent dans les communautés pour cerner et éliminer les obstacles à l'éducation des filles.

On en trouve un exemple parfait au Malawi. Là, des organisations mobilisent des « groupes de mères » dans des écoles primaires pour surveiller l'assiduité des filles et encourager le retour de celles qui sont parties pour cause de grossesse ou de mariage. Beaucoup de groupes de mères produisent des serviettes hygiéniques et les vendent aux filles à des prix raisonnables pour éliminer un obstacle réel à l'assiduité.

Nous connaissons les faits et savons comment aller de l'avant, et chacun d'entre nous doit s'engager, c'est impératif, à faire progresser l'égalité de l'accès à l'éducation. Un proverbe africain dit : « Si tu veux aller vite, marche seul mais si tu veux aller loin, marchons ensemble. » Si nous pouvons ensemble garantir une instruction de qualité aux femmes et aux filles, nous irons tous loin.

Quand vous aurez terminé toutes les leçons de ce cours sur YALI.state.gov, vous pourrez tester vos connaissances et obtenir un certificat du YALI Network.

[Diverses photos © AP Images, Millennium Challenge Corporation]

